

PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE JURBISE

SEANCE PUBLIQUE DU 21 MAI 2013

**MM. Galant J., Présidente,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B.,
D'Haese-Leuridant M., Echevins,
Dubois G., Senecaut M., Robette-Delputte F., Delhayé J., Decamps P.,
Chanoine V., Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C.,
Egels E., Petit N., Conseillers,
Delhayé Michel, Secrétaire Communal.**

Excusés : Pottiez P., Breuse E., Vanderkel A., Mauroy-Moulin-Stalpaert P., Hallot J.P., Conseillers.

La Présidente ouvre la séance et demande au Conseil l'ajout de deux points supplémentaires à la séance.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Marque son accord, à l'unanimité pour l'examen des deux points suivants :

- UREBA Exceptionnel 2013 – Etablissement des dossiers de demande de subsides – Désignation de l'IDEA – **approbation.**
 - Désignation d'un représentant de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de « La Maison du Tourisme » de Mons et d'un Administrateur au sein du Conseil d'Administration – Rectification – **approbation.**
-

1. **Juridique** – MP 2013-09-SG-RP relatif à la désignation d'un auteur de projet pour l'insonorisation de la Salle J. Galant – adaptations au CSCh – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-09-SG-RP relatif au marché "Désignation d'un auteur de projet pour l'étude de l'insonorisation de la salle culturelle J. Galant" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Vu la délibération du 19 février 2013 du Conseil communal, approuvant les modes de passation, conditions et CSCh de cette procédure ;

Vu la délibération du 26 février 2013 du Collège communal, décidant du lancement de la procédure et de l'envoi des invitations à remettre offre pour le 19 avril 2013 à 15h00 ;

Attendu qu'à l'issue de l'analyse des quatre offres réceptionnées, il est apparu que trois soumissionnaires ont établi leur offre sur base d'un montant forfaitaire pour une partie de la mission demandée, et sur base d'un taux d'honoraires pour l'autre partie de la mission, alors que seul un taux d'honoraire était initialement demandé pour l'ensemble de la mission ;

Considérant que la quatrième offre repose sur un montant forfaitaire pour l'ensemble de la mission, proposition qui semble difficilement acceptable et peu réaliste compte tenu de l'incertitude qui règne à ce stade sur la nature des travaux qui devront être concrètement réalisés ;

Vu la décision du Collège communal du 7 mai 2013, consistant à poursuivre les négociations avec les quatre soumissionnaires en leur demandant de remettre offre de la manière suivante :

1) **Montant forfaitaire proposé (€ HTVA)** pour la réalisation des missions d'audit, de rédaction du CSCh éventuel et d'analyse des offres reçues à l'issue de la procédure de marché public.

2) **Taux d'honoraires proposés (%)** pour :

- a. Le suivi du chantier de travaux, dans le cas où le montant estimé de ces travaux serait inférieur à 50.000 € HTVA
- b. Le suivi du chantier de travaux, dans le cas où le montant estimé de ces travaux serait situé entre 50.000 € HTVA et 100.000 € HTVA

Attendu que cette évolution de la procédure se justifie par la nécessité de pouvoir obtenir des offres réalistes, raisonnables et comparables entre elles ;

Considérant que cette même évolution de la procédure nécessite une modification des modalités de paiement de l'adjudicataire, la présente procédure représentant non plus un marché à prix global mais un marché mixte ;

Considérant que sur cette base, il est proposé d'adapter le point I.1 du CSCh de la manière suivante :

Le paiement sera fractionné comme suit :

- *montant forfaitaire : après réalisation des missions d'audit, de rédaction du CSCh éventuel et de l'analyse des offres reçues à l'issue de la procédure de marché public ;*
- *honoraires : 80% répartis suivant la remise des états d'avancement des travaux, 20 % après réception provisoire des travaux réalisés ;*

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 762/73360:20130073.2013 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver l'adaptation du CSCh 2013-09-SG-RP établi pour le marché "Désignation d'un auteur de projet pour l'étude de l'insonorisation de la salle culturelle J. Galant" par le Service Juridique.

Article 2. - Le CSCh est adapté en son chapitre I.1 de la manière suivante:

Le paiement sera fractionné comme suit :

- *montant forfaitaire : après réalisation des missions d'audit, de rédaction du CSCh éventuel et de l'analyse des offres reçues à l'issue de la procédure de marché public ;*
- *honoraires : 80% répartis suivant la remise des états d'avancement des travaux, 20 % après réception provisoire des travaux réalisés ;*

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 762/73360:20130073.2013

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

2. **Juridique – Marché de travaux de pose d'installations d'éclairage public – Renouvellement de l'adhésion de la commune à la centrale de marchés IEH – Délibération de principe-approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L-1222-3 et L-1222-4 ;

Vu l'article 135, §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics ;

Vu les articles 2, 4 et 15 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, en vigueur depuis le 15 février 2007 ;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment son article 10 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment son article 3 ;

Vu la désignation de l'intercommunale IEH en qualité de Gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de la commune ;

Vu la délibération du Conseil communal du 15/06/2010.

Considérant qu'en vertu de l'article 3, §2, de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de ladite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif ;

Considérant qu'en vertu des articles 3, 8 et 40 des statuts de l'intercommunale IEH, à laquelle la commune est affiliée, la commune s'est dessaisie à titre exclusif et avec pouvoir de substitution du service de l'éclairage public, l'intercommunale effectuant ces prestations à prix de revient ;

Considérant dès lors que la commune doit charger directement l'intercommunale IEH de l'ensemble des prestations de services liées à ses projets en matière d'éclairage public ;

Considérant l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics permettant à une centrale de marchés, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant l'article 15 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale de marchés est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Vu les besoins de la commune en matière de travaux de pose d'installations d'éclairage public ;

Vu la proposition de l'intercommunale IEH, gestionnaire de réseau de distribution, de relancer un marché pluriannuel de travaux pour le compte des communes de son ressort territorial ;

Vu l'intérêt pour la commune de recourir à cette centrale de marchés et ce, notamment en vue de réaliser des économies d'échelle ;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1^{er} : de renouveler l'adhésion de la commune à la centrale de marchés constituée par l'intercommunale IEH pour l'ensemble de ses besoins en matière de travaux de pose d'installations d'éclairage public et ce pour une durée de six ans à dater du 1^{er} juin 2013 et la mandate expressément pour :

- procéder à toutes les formalités et prestations requises par la procédure ;
- procéder à l'attribution et à la notification dudit marché ;

Article 2 : qu'il sera recouru pour chaque projet de renouvellement d'anciennes installations/d'établissement de nouvelles installations aux entrepreneurs désignés par la centrale de marchés dans le cadre de ce marché pluriannuel ;

Article 3 : de charger le collège de l'exécution de la présente délibération ;

Article 4 : de transmettre la présente délibération :

- à l'autorité de tutelle ;
 - à l'autorité subsidiaire ;
 - à l'intercommunale IEH pour dispositions à prendre.
-

3. **Secrétariat – A.S.B.L « Centre Interprofessionnel de Médecine du Travail » : désignation d'un Administrateur au sein de l'Assemblée Générale- désignation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu également le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, en son article 1122-34 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de l'A.S.B.L « Centre Interprofessionnel de Médecine du Travail » ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un Administrateur au sein de l'Assemblée Générale de l'ASBL « Centre Interprofessionnel de Médecine du Travail » ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner l'Administrateur représentant la Commune, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Considérant que la Collège Communal propose la candidature de Monsieur Adrien Demoustiez en qualité d'Administrateur ;

Décide, en conséquence :

Article 1er : Monsieur Adrien Demoustiez est désigné comme représentant de la Commune au sein de l'ASBL « Centre Interprofessionnel de Médecine du Travail ».

Article 2 : Un extrait de la présente délibération sera transmis à l'ASBL « Centre Interprofessionnel de Médecine du Travail » ainsi qu'à l'intéressé.

-
4. **Secrétariat – Haute Senne Logement : désignation d'un Administrateur au sein de l'Assemblée Générale- désignation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu également le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, en son article 1122-34 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de la société de logement de service public « Haut Senne Logement » par décision du Conseil Communal du 01 octobre 2002;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un Administrateur à la demande de la Société de logement de service public « Haute Senne Logement » ;

Attendu que la liste L.B présente la candidature de Monsieur Jean-Pierre Hallot , en qualité d'Administrateur ;

Décide, en conséquence :

Article 1er : Monsieur Jean-Pierre Hallot est désigné comme Administrateur au sein du Conseil d'Administration de la Société de logement de service public « Haute Senne Logement ».

Article 2 : Un extrait de la présente délibération sera transmis à la Société « Haute Senne Logement » ainsi qu'à l'intéressé.

-
5. **Secrétariat – SWDE/Conseil d'exploitation de la succursale Escaut-Lys-Dendre– désignation d'un représentant de la commune – désignation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu également le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, en son article 1122-34 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant de la commune au sein du Conseil d'Exploitation de la succursale Escaut-Lys-Dendre et ce à la demande de la SWDE, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Considérant que la Collège Communal propose la candidature de Monsieur Daniel Horny en qualité de représentant au sein du Conseil d'Exploitation de la succursale Escaut-Lys-Dendre ;

Décide, en conséquence :

Article 1er : Monsieur Daniel Horny est désigné comme représentant de la Commune au sein du Conseil d'exploitation de la Succursale Escaut-Lys-Dendre.

Article 2 : Un extrait de la présente délibération sera transmis à la « SWDE » ainsi qu'à l'intéressé.

6. **Secrétariat – « IGH» – désignation de 5 représentants de la commune – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Vu la circulaire relative à l'application de l'article 148 du code wallon du logement;

Vu le procès-verbal des élections communales du 14 octobre 2012, attribuant 17 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.) et 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.);

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de l'Intercommunale « IGH»;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de Madame DECOSTER-VIDTS Christa, Monsieur HALLOT Jean-Pierre, Monsieur EGELS Emmanuel et Monsieur DESSILLY Vincent ;

Attendu que la liste P.S. présente la candidature de Madame PETIT Nathalie;

DECIDE, en conséquence :

Article 1er. : Que les cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de « IEH» désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont : Madame DECOSTER-VIDTS Christa, Monsieur HALLOT Jean-Pierre, Monsieur EGELS Emmanuel et Monsieur DESSILLY Vincent ainsi que Madame PETIT Nathalie ;

Article 2. : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale « IGH» ainsi qu'aux intéressés.

7. **Secrétariat – « IEH» – désignation de 5 représentants de la commune - approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Vu la circulaire relative à l'application de l'article 148 du code wallon du logement;

Vu le procès-verbal des élections communales du 14 octobre 2012, attribuant 17 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.) et 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.);

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de l'Intercommunale « IEH»;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de Madame DECOSTER-VIDTS Christa, Monsieur HALLOT Jean-Pierre, Monsieur EGELS Emmanuel et Monsieur DESSILLY Vincent ;

Attendu que la liste P.S. présente la candidature de Madame PETIT Nathalie;

DECIDE, en conséquence :

Article 1er. : Que les cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de « IEH » désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont : Madame DECOSTER-VIDTS Christa, Monsieur HALLOT Jean-Pierre, Monsieur EGELS Emmanuel et Monsieur DESSILLY Vincent ainsi que Madame PETIT Nathalie ;

Article 2. : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale « IEH » ainsi qu'aux intéressés.

8. **Secrétariat – « Intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle » – désignation de 5 représentants de la commune - approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Vu la circulaire relative à l'application de l'article 148 du code wallon du logement;

Vu le procès-verbal des élections communales du 14 octobre 2012, attribuant 17 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.) et 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.);

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de l'Intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de Madame Mauroy-Moulin-Staelpart Pascale, Monsieur Adrien Demoustiez, Monsieur Emmanuel Egels, Monsieur Vincent Dessilly ;

Attendu que la liste P.S. présente la candidature de Monsieur Joël Delhayé;

DECIDE, en conséquence :

Article 1er. : Que les cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de l'Intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont : Madame Mauroy-Moulin-Staelpart Pascale, Monsieur Adrien Demoustiez, Monsieur Emmanuel Egels, Monsieur Vincent Dessilly, Monsieur Joël Delhayé.

Article 2. : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle ainsi qu'aux intéressés.

9. **Secrétariat – « Société Terrienne de Crédit Social du Hainaut» – désignation de 5 représentants de la commune - approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Vu la circulaire relative à l'application de l'article 148 du code wallon du logement;

Vu le procès-verbal des élections communales du 14 octobre 2012, attribuant 17 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.) et 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.);

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de la « Société Terrienne de Crédit Social du Hainaut»;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de Madame Christa Decoster et Messieurs Jean-Pierre Hallot, Guy Dubois, Vincent Dessilly, en qualité de représentants ;

Attendu que la liste P.S. présente la candidature de Madame Manuella Senecaut , en qualité de représentante;

DECIDE, en conséquence :

Article 1er. : Que les cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de « Société Terrienne de Crédit Social du Hainaut» désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont : Madame Christa Decoster et Messieurs Jean-Pierre Hallot, Guy Dubois, Vincent Dessilly et Madame Manuella Senecaut.

Article 2. : Que la présente délibération sera transmise à la « Société Terrienne de Crédit Social du Hainaut» ainsi qu'aux intéressés.

10. **Travaux – Travaux d'entretien extraordinaire des voiries- exercice 2013-Lot 2 (diverses voiries)- mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège communal du 9 avril 2013 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2013. Lot 2 Voiries Diverses" à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon ;

Considérant le cahier spécial des charges N° AC/1160/2013/0011 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 228.690,51 € hors TVA ou 276.715,52 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/735-60 (n° de projet 20130008) et sera financé par emprunt ;

DECIDE à l'unanimité;

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° AC/1160/2013/0011 et le montant estimé du marché "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2013. Lot 2 Voiries Diverses", établis par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 228.690,51 € hors TVA ou 276.715,52 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/735-60 (n° de projet 20130008).

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

11. **Travaux – Travaux d’entretien extraordinaire des voiries- exercice 2013-Lot 3 (voiries aux abords de la Maison Communale)- mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l’article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège communal du 9 avril 2013 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché “Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2013. Lot 3 Voirie aux abords de la maison communale” à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon ;

Considérant le cahier spécial des charges N° AC/1160/2013/0011 relatif à ce marché établi par l’auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 36.902,00 € hors TVA ou 44.651,42 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l’exercice 2013, article 421/735-60 (n° de projet 20130008) et sera financé par subsides ;

DECIDE à l’unanimité ;

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° AC/1160/2013/0011 et le montant estimé du marché “Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2013. Lot 3 Voirie aux abords de la maison communale”, établis par l’auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 36.902,00 € hors TVA ou 44.651,42 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/735-60 (n° de projet 20130008).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**12. UREBA Exceptionnel 2013 – Etablissement des dossiers de demande de subsides –
Désignation de l'IDEA – approbation.**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que la Commune de Jurbise est associée à l'intercommunale IDEA ;

Attendu que la Commune de Jurbise a le souhait d'introduire un dossier de demande de subsides dans le cadre de l'appel à projets UREBA Exceptionnel lancé par le Gouvernement wallon ;

Le dossier est le suivant :

- Religthing et rénovation de chaufferie de l'Ecole Communale de Masnuy-Saint-Jean ;
- Religthing et rénovation de chaufferie de l'Ecole Communale d'Herchies ;
- Religthing et rénovation de chaufferie de l'Ecole Communale d'Erbisoeul ;
- Religthing du château Communal ;
- Rénovation de chaufferie de la Salle culturelle ;
- Religthing de la crèche d'Erbisoeul

Vu la circulaire du 13 juillet 2006 relative aux communes, provinces, régies communales et provinciales autonomes et intercommunales, CPAS et associations Chapitre XII de la Région wallonne, portant sur les relations contractuelles entre deux pouvoirs adjudicateurs ;

Vu l'évolution de la jurisprudence européenne (arrêt Asemfo, du 19 avril 2007, vu l'arrêt CODITEL de la CJCE du 13 novembre 2008 ; vu l'arrêt République Fédérale d'Allemagne de la CJCE du 9 juin 2009) et l'application de la législation sur les marchés publics ;

Considérant que l'IDEA n'a que des associés publics au capital ;

Considérant que l'IDEA exerce l'essentiel de son activité avec les communes associées ;

Vu que les délibérations des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009, 23 juin 2010, 22 décembre 2010, 23 juin 2011, 22 décembre 2011, 28 juin 2012 et 28 novembre 2012 approuvent la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA ;

Considérant qu'il existe entre la Commune et l'IDEA une relation « in house » ;

Considérant en effet que les critères tels que définis par la Cour européenne sont remplis ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er :

De désigner l'IDEA pour les prestations d'expertises techniques diverses (tarif B.9.) afin de réaliser les dossiers de demande de subsides dans le cadre de l'appel à projets UREBA Exceptionnel aux conditions reprises dans les décisions des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009, 23 juin 2010, 22 décembre 2010, 23 juin 2011, 22 décembre 2011, 28 juin 2012 et 28 novembre 2012 à savoir :

Mission d'expertises techniques diverses	<p><u>Tarif In House :</u> Expert : 120,00 euros/heure Ingénieur: 100,00 euros/heure Géomètre : 100,00 euros/heure/équipe Dessinateur : 50,00 euros/heure Réunions supplémentaires réclamées par le Maître d'Ouvrage: 100,00 euros/heure</p> <p><u>Nombre d'heures et de réunions estimées :</u> Ingénieur: 20 heures Dessinateur : 10 heures</p> <p><u>Budget :</u> 2.500 euros HTVA</p>
--	---

13. Désignation d'un représentant de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de
« La Maison du Tourisme » de Mons et d'un Administrateur au sein du Conseil d'Administration
– Rectification – **approbation.**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la lettre de l'ASBL « Maison du Tourisme de la Région de Mons », sollicitant la désignation d'un représentant communal au sein de leur Assemblée Générale et d'un Administrateur au sein du Conseil d'Administration;

Vu les statuts de l'ASBL;

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de l'ASBL « Maison du
Tourisme de la Région de Mons »;

Considérant qu'il y a lieu d'annuler la délibération prise lors du Conseil communal du 07 mai 2013 qui désignait deux représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale et un Administrateur au sein du Conseil d'Administration de l'ASBL « Maison du Tourisme de la Région de Mons »

Considérant qu'il y a lieu de désigner le conseiller communal représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Considérant qu'il convient de désigner un Administrateur ;

Attendu que la liste L.B. présente la candidature de Madame Desmet-Culquin Brigitte en qualité de représentante de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de l'ASBL « Maison du Tourisme » de Mons et Monsieur Jean-Pierre Hallot en qualité d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration ;

Décide à l'unanimité :

Article 1^{er} : Que la délibération du Conseil Communal du 07 mai 2013 est ANNULEE.

Article 2 : Que les représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration de l'ASBL « Maison du Tourisme » de Mons, désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont :

- Représentante au sein de l'Assemblée Générale : Madame DESMET-CULQUIN Brigitte.
- Représentant au sein du Conseil d'Administration: Monsieur HALLOT Jean-Pierre.

Art. 3 : Un extrait de la présente délibération sera transmis à « La Maison du Tourisme » de Mons ainsi qu'aux intéressés.

14. Question(s) orale(s).

Madame SENECAUT, au nom du groupe « P S », indique qu'il semble que 80 personnes n'aient pas reçu le coupon de retrait lié à la distribution des sacs poubelles.

Madame SENECAUT demande la raison de l'instauration de ce système de coupon et demande s'il n'aurait pas été plus facile et économique (vu l'absence d'utilisation d'enveloppes et frais de timbres) de procéder à une distribution sur base de la liste des personnes ayant payé leur taxe immondices sur présentation de la personne concernée par cette taxe ou par son représentant.

La Présidente répond à Madame SENECAUT que cette absence de coupon pour certains citoyens résulte d'un problème de distribution de courrier au niveau des services de « La Poste » et que la Commune a déposé plainte auprès de « BPost » à ce sujet.

La Présidente ajoute que le système de coupon de retrait et de décentralisation des distributions a été appliqué à l'essai cette année mais qu'il reçoit déjà un avis favorable de la part de la population rencontrée.

Aucune autre question n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

Huis clos

Par le Conseil Communal,

Le Secrétaire Communal,

Michel DELHAYE

La Présidente,

Jacqueline GALANT